

*Amba
Burundi
Burundi*

COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT DU BURUNDI

=====

BURUNDI-POLITIQUE : Le calme règne bel et bien dans le nord du Burundi.

Depuis quelques temps, une presse étrangère fait croire à l'opinion internationale que le nord du Burundi ne serait pas encore calme.

Le Gouvernement de la République du Burundi tient à rassurer toutes les opinions que la paix règne bel et bien dans le nord du pays. Plus de quatre-vingt journalistes venus du monde entier se sont déjà rendus sur le terrain pour le constater. Les diplomates sur place à Bujumbura sont témoins que le calme est revenu depuis longtemps. Toute autre personne pourrait le confirmer. Nous sommes étonnés de voir qu'il y a des gens qui nient la vérité toute nue, qui se rebellent à toute évidence, nous ne savons pour quelle raison.

Ceux qui propagent ce mensonge, qui persistent à affirmer que les troubles se poursuivent dans les régions sinistrées, ce sont ceux-là mêmes qui avaient orchestré le forfait et qui n'ont pas encore cru à leur défaite. Il faut qu'ils y croient, elle est là, c'est l'évidence même : l'unité des burundi a triomphé de l'esprit divisionniste.

Les mêmes groupuscules anti-nationaux font courir le bruit partout que des arrestations arbitraires et des exécutions sont entrain de s'opérer au Burundi.

Le Gouvernement tient à démentir ces allégations mensongères dont l'objectif n'est autre que de discréditer le pays. Pourquoi ces personnages doivent-ils prendre leur rêve pour des réalités ?

Le Gouvernement de la 3ème République, fidèle à ses principes, réaffirme que le Burundi est un Etat de droit. Le Gouverne-

.../...

ment respecte et respectera la personne humaine, personne ne sera inquiet pour rien. Les procédures seront publiquement et humainement suivies. Ne seront condamnés que ceux qui seront reconnus coupables. Chacun devra répondre de ses actes sans considération ethnique ou autre. Nos prisons sont ouvertes, nous tenons à porter à la connaissance de l'opinion internationale qu'il n'y a pas d'emprisonnement arbitraire, quiconque veut vérifier n'a qu'à vérifier, nous travaillons dans la transparence. Ceux qui propagent ces fausses accusations ne sont autres que nos ennemis qui viennent d'ensanglanter le pays. Nous tenons à réfuter cette intoxication qu'ils orchestrent de l'extérieur du pays et affirmons qu'il n'y a jamais eu ni d'arrestations arbitraires, ni de répression aveugle, tous ceux qui sont sur le terrain sont témoins.

Au Burundi, sous la troisième République, tout se fait au grand jour et au vu de tout le monde. Cette stratégie de mensonge et de discret utilisée par nos ennemis, est vieille comme le monde, elle ne peut séduire que les dupes. Un prophète de malheur et de division, pour autant qu'il opère dans l'ombre ne désarme jamais. Il faut s'en méfier.

Concernant la Commission internationale d'enquête que certains milieux réclament, le Gouvernement de la 3ème République estime que ce qui est arrivé au nord du pays, relève intrinsèquement des Affaires intérieures au Burundi. Il appartient donc aux burundais de trouver des solutions appropriées.

Le Burundi est un pays indépendant, souverain, capable de résoudre ses propres problèmes internes, il ne peut donc faire recours à quiconque autre parce qu'il s'estime capable de venir à bout de ce problème posé ponctuellement. Une Commission d'enquête est déjà sur place. Elle est entrain de faire les investigations dans toute la clarté et la droiture. Ses résultats pourront être portés à la connaissance de quiconque le voudra.

Le Gouvernement tient par ailleurs à informer qu'il n'entend rien cacher à l'opinion, tant nationale qu'internationale,

contrairement à ce qu'affirment nos détracteurs. Pour cela, tout observateur indépendant peut venir se rendre compte de la réalité.

Dans cet esprit, le Gouvernement réfute toute allégation tendant à faire croire que nous refusons accès à certaines personnes. Le Burundi est ouvert à tout homme de bonne volonté.

Concernant les réfugiés, le Gouvernement tient à rappeler qu'il fait tout pour que chacun regagne son domicile. Evidemment il serait erroné de croire que cela se fera sans problèmes, d'autant plus que beaucoup de maisons ont été brûlées par les terroristes drogués, que les cultures ont été incendiées, que le bétail a été décapité. La réinstallation coûtera cher au pays, mais elle devra se faire. Pour les quelques déplacés qui ont quitté leur domicile en fuyant les massacres et qui sont regroupés dans les différents centres d'accueil, les services en charge s'occupent d'eux. Certains regagnent petit à petit leur domicile. Pour ceux qui sont partis dans les pays limitrophes, le Gouvernement est prêt à discuter les conditions de leur retour dans l'esprit de la déclaration du Sommet des Chefs d'Etat de la CEPGL, réuni à Gbadolite en date du 30 août 1988.

Le Gouvernement constatant qu'il y a risque que certains média prennent pour vérité les mensonges lancés par nos ennemis, vivant à l'étranger, donc ignorant complètement la situation sur le terrain, a estimé nécessaire de faire cette mise au point pour que l'opinion soit éclairée. Qu'elle connaisse la vérité. Il invite quiconque le veut, à venir constater et visiter notre pays. Le Burundi de la 3ème République, s'est engagé à travailler dans la transparence, il restera fidèle à ses principes, n'en déplaise à nos détracteurs.

Le Gouvernement condamne la campagne de désinformation menée par certains média étrangers.

Bujumbura, 18 septembre (Agence Burundaise de Presse) - Le Gouvernement du Burundi a violemment réagi dimanche contre les propos jugés "indignes d'un homme de bonne foi" selon lesquels la jeunesse révolutionnaire Rwagasore (J.R.R. -mouvement intégré au Parti de l'Union pour le progrès national, UPRONA) se livrait à des arrestations et

et des exécutions d'étudiants et d'écoliers.

Les accusations, la semaine dernière dans un magazine de la télévision belge BRT, selon lesquelles les membres de la J.R.R. ont procédé à des exécutions "sélectives" d'étudiants et d'écoliers n'ont purement et simplement aucun fondement véridique.

Le Gouvernement a dénoncé "le caractère tendancieux" et diffamatoire de ces allégations qui discréditent le Burundi face à l'opinion internationale. Pourquoi ces personnages doivent-ils prendre leurs rêves pour des réalités ?, s'est-il interrogé ?

"Il n'y a jamais eu d'arrestation, encore moins d'exécution d'écoliers ou d'étudiants. Nous prenons à témoins ceux qui habitent le Burundi, notamment le Corps diplomatique. De telles affirmations relèvent de la démesure et d'un esprit à la solde du mal".

Le Gouvernement a rappelé, dans un communiqué remis Dimanche à l'A.F.P. que "nous sommes engagés à faire respecter les lois et règlements du pays" (...) et que quiconque sera arrêté aura l'occasion de présenter sa défense et sera jugé. S'il est coupable il sera puni. S'il est reconnu innocent, il sera acquitté. Il est donc inacceptable que des gens répandent des mensonges à l'extérieur du pays sur des faits qu'ils n'ont pas pris la peine de vérifier". A la moindre interpellation des individus par des responsables judiciaires, poursuit le communiqué, les mauvaises langues clament tout haut que tel a été arrêté et exécuté".

"Devant l'opinion internationale", le Gouvernement a dénoncé "l'AFP Bruxelles qui se fait systématiquement le relai de la campagne de désinformation et d'intoxication sordide auxquelles se livrent les rebelles burundais et leurs alliés.
